

LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

MOTEURS DE CROISSANCE

Nombre d'organismes du milieu du développement reconnaissent que l'entrepreneuriat peut favoriser l'efficacité, créer des emplois qui permettent de réduire la pauvreté et ainsi améliorer les choses.

Le CRDI est du nombre. Il reconnaît depuis longtemps la valeur de l'industrie, des échanges et du commerce comme moteurs de la croissance économique. Grâce au soutien concret qu'il a accordé au développement du secteur privé, le CRDI a appris que deux types d'aide peuvent porter fruit : améliorer le contexte dans lequel évoluent les entreprises et stimuler l'innovation.

En cherchant à améliorer le climat des affaires en général — par exemple en préconisant des réformes des cadres de réglementation et de délivrance de permis —, les bailleurs de fonds pourraient libérer tout le potentiel de production de richesse de pans entiers de l'industrie. De plus, si les bailleurs de fonds cherchaient, par ces mesures et d'autres semblables, à encourager les entrepreneurs créatifs qui inventent, fabriquent et commercialisent des innovations productrices de richesse, celles-ci fructifieraient et se multiplieraient.

Mais il faut de solides données pour sous-tendre de telles mesures, et c'est là que le CRDI, en finançant la recherche, peut apporter beaucoup. Voici quelques exemples de ce qu'il a fait jusqu'à maintenant à cet égard.

La présidente du CRDI,



Maureen O'Neil

MEILLEURES RÈGLES, MEILLEURES CONDITIONS DE VIE

Dans certaines parties de la région Asie-Pacifique, l'omniprésence des téléphones mobiles, des connexions Internet et d'autres technologies modernes de l'information et de la communication (TIC) a aidé les pays à se développer et à prospérer. Pourtant, dans cette même région, d'autres économies pâtiennent en raison de la faiblesse de leurs services vitaux de télécommunications.

L'organisme Learning Initiatives on Reforms for Network Economies in Asia ou LIRNEasia a pour mission de corriger ce déséquilibre. Ce regroupement virtuel de professionnels des politiques et de la réglementation en matière de TIC dans la région cherche à améliorer la vie des populations pauvres en rendant les TIC plus accessibles et plus abordables. Pour ce faire, il s'emploie à encourager la refonte de lois restrictives, par exemple celles qui interdisent le recours aux technologies Wi-Fi d'un bon rapport coût-efficacité.

Selon son directeur général, Rohan Samarajiva, LIRNEasia veut que la recherche et le renforcement des capacités engendrent des changements dans

(suite)



CRDI : P. Bennett

LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE EN ACTION

Une concurrence équitable est au cœur du développement du secteur privé. C'est le mécanisme de « marché » qui est à la source de l'innovation, de l'efficacité et de la productivité.

Ces dernières années, de nombreux pays en développement ont adopté des lois et créé des institutions pour décourager les pratiques anticoncurrentielles. Lorsque ces mesures réussissent, l'économie croît, les consommateurs se voient offrir de meilleurs produits, souvent à des prix moins élevés, et les gouvernements dépensent de manière plus avisée.

Le CRDI a appuyé bon nombre de projets sur la politique en matière de concurrence dans les pays en développement, dont plusieurs ont entraîné des modifications aux lois et ouvert des marchés. L'ouvrage *Competition Law in Action: Experiences from Developing Countries* fait état des résultats de ces projets. On en trouvera le texte intégral (en anglais seulement) à

www.idrc.ca/en/ev-111677-201-1-DO_TOPIC.html

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'État canadienne, est l'un des chefs de file à l'échelle mondiale de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI collabore étroitement avec les chercheurs des pays en développement et les appuie dans leur quête de moyens de créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international, CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : 613-236-6163 • Télécopieur : 613-238-7230 • Courriel : info@crdi.ca

les lois, les politiques et la réglementation et, surtout, dans leur application. Mais à son avis, cela n'est pas suffisant. Pour qu'on puisse parler de réussite, il faut que les conditions de vie des gens s'améliorent.

Une subvention sur deux ans du CRDI permet à LIRNEasia d'élaborer des protocoles de collecte de données au sujet de l'offre, de la

demande et de la réglementation en matière de TIC et d'avoir recours à ces protocoles pour mener des enquêtes dans six pays d'Asie. Une autre étude examine le rôle que jouent les TIC dans l'amélioration du niveau de vie des petits agriculteurs.

www.lirneasia.net

INSTAURATION D'UNE CULTURE DE L'ENTREPRISE PRIVÉE

Dans certaines régions du monde, la révolution numérique a donné naissance à de nouvelles entreprises qui ont engendré des améliorations spectaculaires des niveaux de vie. D'autres régions ont toutefois tardé à intégrer les technologies de l'information à l'entreprise.

En Amérique centrale, la Fondation Omar Dengo aide depuis 1987 les étudiants, les aînés et les femmes propriétaires de microentreprises à améliorer leurs conditions de vie grâce à la maîtrise des outils modernes de communication. Aujourd'hui, le CRDI s'appuie sur la solide expérience de la fondation en matière de formation et de renforcement des capacités pour soutenir un ambitieux programme d'apprentissage dans cinq pays d'Amérique centrale.

L'initiative de trois ans s'appelle Lanz@. À l'aide d'un modèle de formation des formateurs, les chercheurs adaptent, dans les collectivités retenues, des outils numériques favorisant l'acquisition de compétences en affaires. Les participants échangent leurs connaissances au fur et à mesure qu'ils progressent grâce à un réseau virtuel. Le but ultime est de favoriser une culture de l'entreprise privée qui créera des emplois et augmentera la productivité, surtout chez les jeunes et les femmes.

www.fod.ac.cr

CRÉATION D'EMPLOIS GRÂCE AUX PME

Les petites entreprises dominent depuis longtemps le secteur privé en Égypte. Or les agriculteurs, fabricants de meubles, travailleurs du métal et restaurateurs qui le constituent ont peine à gagner leur vie parce qu'ils n'ont ni le crédit, ni les circuits de commercialisation, et ni le temps et les ressources nécessaires pour explorer de nouvelles technologies ou approches.

À la fin des années 1990, le gouvernement de l'Égypte a reconnu que le renforcement des petites et moyennes entreprises (PME) de même que des microentreprises du pays était essentiel pour faire croître l'emploi et les exportations. Avec l'aide de l'Agence canadienne de développement international et du CRDI, le gouvernement a lancé, en 2000, le Projet d'amélioration des politiques visant les petites et moyennes entreprises (SMEPol).

La recherche et les études de cas ont porté avant tout sur le difficile climat des affaires en Égypte et ont examiné comment instaurer un contexte plus favorable aux petits entrepreneurs. Le projet a aussi formé des fonctionnaires pour les encourager à adopter une manière de concevoir les politiques qui soit plus favorable aux PME.

Les efforts du projet SMEPol ont donné des résultats, qu'il s'agisse des nouvelles lois adoptées, par exemple sur l'impôt et sur les appels d'offres du gouvernement, ou de l'ouverture de « guichets uniques » pour l'enregistrement des entreprises et la délivrance des permis. Toutefois, le résultat le plus prometteur est peut-être le plan d'action visant à favoriser de l'essor des PME, qui comporte des mesures concrètes, assorties d'échéanciers, pour aider ces entreprises à soutenir la concurrence à l'échelle mondiale.

www.sme.gov.eg

MOBILISATION DES TRAVAILLEUSES À FAIBLE REVENU

Dans les pays en développement, jusqu'aux trois quarts des emplois non agricoles peuvent être « informels » — les gens travaillent dans de petites entreprises non enregistrées ou dans des entreprises familiales, ou bien sont travailleurs autonomes. Les femmes sont particulièrement susceptibles d'occuper un emploi informel.

Malgré ses importantes contributions aux économies nationales, l'emploi informel ne reçoit pas la reconnaissance et le soutien qu'il mérite. C'est pourquoi le réseau Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) cherche à accroître la visibilité des travailleuses à faible revenu du secteur informel et à leur permettre de se faire entendre pour améliorer leur situation.

WIEGO a été créé en 1997 dans le but de mieux faire comprendre l'emploi informel et ses liens avec la pauvreté et la marginalisation. Le réseau s'intéresse avant tout aux occasions d'affaires à la base de la pyramide économique et met à profit ses recherches pour aider les regroupements de travailleuses du secteur informel à militer en faveur du changement. Au fil des ans, il a suscité des dialogues sur les politiques auxquels ont participé des représentantes de ces organismes.

www.wiego.org



Janet Nnakangu

LA CORNE D'ABONDANCE

L'agriculture urbaine peut non seulement réduire la faim et la pauvreté, mais aussi accroître les revenus. À Kampala, une recherche participative a aidé 150 agriculteurs urbains pauvres à convertir 12 hectares de terrains en une collectivité modèle qui tire sa subsistance de l'agriculture.

www.mcgill.ca/mchg